

COMMUNIQUÉ

Le gouvernement est en train de préparer une réécriture du Code du travail qui aboutira à un démantèlement des principales dispositions protectrices des salariés. Parallèlement se déroule une négociation sur la réforme du marché du travail et sur l'assurance-chômage entre le patronat et les 5 centrales syndicales CGT, CFDT, CFTC, CGC, FO. Celle-ci comporte pour **TOUS** les salariés, les chômeurs, les étudiants et les jeunes futurs entrants sur le marché du travail des **attaques d'une gravité sans précédent**, qu'il est urgent de porter sur la place publique afin de pouvoir les combattre au mieux.

Parmi les propositions les plus scandaleuses que le MEDEF tente d'imposer aux syndicats :

- flexibilisation du CDI et CDI dit « de mission » (que le patron peut arrêter à tout moment pour fin de mission), séparabilité « à l'amiable »
- possibilité pour le patron de modifier à sa guise les clauses essentielles du contrat de travail (salaire, poste, lieu) sans qu'il y ait en cas de refus du salarié licenciement économique
- possibilité pour lui de se débarrasser d'un salarié pour inaptitude d'origine autre que professionnelle sans licenciement économique
- prolongation de la période d'essai (3 à 6 mois pour non cadres, 6 mois à 1 an cadres)
- désengagement financier du patronat de l'assurance-chômage et renvoi des chômeurs aux minima sociaux payés par l'Etat et insuffisants pour vivre

Face à ces attaques, qui se préparent dans le silence médiatique, les organisations de chômeurs, de précaires, de stagiaires, d'intermittents, d'handicapés, de femmes, et Solidaires ont élaboré une plate-forme commune de revendication pour un **statut de vie sociale et professionnelle** assurant pour **TOUS, avec ou sans emploi**, une garantie de revenu décent référencé sur le SMIC revalorisé, et la continuité des droits (à la retraite, à la formation qualifiante, librement choisie et rémunérée, à un logement décent, à la santé..) et la possibilité pour tout(e) travailleur(se) à temps partiel de passer à la demande en temps plein. Ceci grâce à un fonds national interprofessionnel mutualisé basé sur une nouvelle répartition des richesses (transformation de l'UNEDIC)

Parallèlement, le gouvernement prépare **la fusion des ANPE et des ASSEDIC** qui, sous couvert de guichet unique pour les chômeurs, introduira le patronat dans le nouvel organisme qui se substituera à l'ANPE dans le suivi et l'accompagnement de ceux-ci. **Les agents de l'ANPE et de l'UNEDIC appellent le 27 novembre à une journée de grève et d'action** à laquelle nous appelons tous les salariés, chômeurs et étudiants à apporter leur soutien.

Le 8 décembre (à 14H à République), les organisations de chômeurs AC !, APEIS, CGT-Chômeurs et MNCP soutenus et rejoints par de nombreuses autres organisations appellent à une **manifestation contre le chômage et la précarité et pour la justice sociale**, à laquelle **nous appelons tous et toutes, chômeur(se)s, salarié(e)s, étudiant(e)s, à participer**, pour dire non à la précarité et au chômage de masse et arracher les nouveaux droits du statut de vie sociale et professionnelle.

Nous exprimons notre solidarité envers tous les acteurs du mouvement social actuellement mobilisés dans les luttes contre la casse sociale du gouvernement – étudiants, professeurs et personnels des universités, cheminots, salariés de l'ANPE et de l'UNEDIC, magistrats, fonctionnaires, ... - et les appelons à faire converger leurs luttes car, isolées, celles-ci ne gagneront pas facilement, alors qu'unies, elles peuvent l'emporter.

Mobilisons-nous dans l'unité, faisons converger nos luttes !

Le 28 novembre 2007

AC !, ACT-UP, APEIS, ATTAC, Collectif National pour les Droits des Femmes, Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France, DAL, Fondation Copernic, Génération Précaire, Marches Européennes, MNCP, No Vox, OUPS, SNU-TEFI, Stop Précarité, Union syndicale Solidaires